

Le riche ordinaire et le pauvre d'exception  
29 Mars 2006

Il ne fait pas bon être pauvre dans notre société moderne, riche et développée. Au point qu'on peut se demander parfois si la condition des pauvres dans une société pauvre n'est pas, sous certains aspects, préférable. Certes, dans les sociétés pauvres, les inégalités sont abyssales et la pauvreté confine à l'absolu, tandis que dans les sociétés modernes et développées, la pauvreté est relative, car le développement économique ayant entraîné l'ensemble de la société, tout le monde en reçoit une part, ne serait-ce que par les biais des services publics et de la redistribution sociale. Ainsi les pauvres des sociétés développées seraient-ils à l'abri de la faim et bénéficieraient-ils d'une sécurité minimale qui paraîtra fabuleuse au paysan malien pauvre ou au gamin des rues de Bombay. Passons sur le fait que nous voyons apparaître dans notre société depuis quelques années des misères qui ressemblent fort à celles des pays du Sud (on me dira que c'est justement la misère du sud qui afflue au nord et que nous ne pouvons « accueillir toute la misère du monde »), et occupons-nous seulement de sa pauvreté ordinaire et endogène - celle que le chômage de masse devenu structurel depuis 25 ans en France a multiplié par on ne sait combien et à laquelle la crise actuelle du logement a donné une profondeur sans précédent sans doute depuis la fin des années cinquante.

Être pauvre (ou « démuné », ou « défavorisé » comme on préfère le dire, tant le mot de pauvreté heurte notre conscience moderne), c'est de toute façon, au nord comme au sud, être pauvre relativement, - non au sens d'une pauvreté atténuée, mais au sens premier de rapporté à d'autres faits et phénomènes sociaux. Or, notre société tend depuis une vingtaine d'années vers un modèle unique : le mode de vie des couches moyennes citadines (même quand elles vivent à la campagne) et consommatrices. Ce modèle a une caractéristique lourde de conséquences : la monétarisation hégémonique, ce que les marxistes appelaient « l'expansion généralisée du règne de la marchandise » et dont plus personne n'ose parler depuis qu'elle est devenue notre quotidienne réalité. Cette réalité n'est pas encore totalement celle du monde sud, quoiqu'il y tende avec frénésie, mais elle règne sans partage sur le Nord, et donc, sur ses pauvres. Elle signifie que l'accès à tout ce qui est valorisé et significatif socialement passe obligatoirement par un marché standardisé, industrialisé et massifié : tout, y compris les savoirs et les savoir-faire (que l'on pense seulement au permis de conduire). Il suffit de passer, ne serait-ce que quelques jours, dans un pays pauvre, par exemple en Inde, pour voir la différence : l'immense peuple des pauvres, à qui la rue appartient, y déploie, au travers d'une multitude d'activités de service, une ingéniosité, une habileté manuelle et des aptitudes physiques, qui fait apparaître le touriste occidental, gauche, empêtré, et finalement, démuné lui aussi - mais de quelque chose d'essentiel, de consubstantiel à l'humain. L'économie dans laquelle ces activités s'insèrent fait une large place au mode de vie pauvre, peut-être la plus grande, ou du moins le faisait, car la mondialisation économique et financière est en train d'absorber à grande vitesse tout ce qui restait des économies domestiques locales.

Mais revenons aux pauvres occidentaux, en France et dans les pays voisins. Ils ne sont définis que par la privation, le manque, l'écart par rapport au mode de vie dominant, donc toujours dans le prisme de l'humiliation et de la dépendance. Cette condition commence à être bien connue et bien décrite. Ce qui manque à la plupart des descriptions, c'est l'éclairage critique sur le modèle de référence, que l'on peut appeler lapidairement, le « mode de vie riche ». Or, on commence à savoir de mieux en mieux, du moins dans certaines sphères, que ce mode de

vie s'il devenait celui des six milliards d'êtres humains signifierait la disparition à brève échéance de toute vie, humaine, animale et végétale de la surface de notre planète. Le paradoxe, c'est qu'au fur et à mesure que ce savoir se généralise et se transforme en conscience angoissée, les comportements consommatoires se font plus prédateurs (l'indicateur étant le développement des transports routiers et aériens). Face à la catastrophe qui se profile, il semble que la seule réponse possible est celle du flambeur - encouragée par les pouvoirs publics, glorifiée par la publicité, enseignée par la culture (dans son mode industriel il est vrai, de la télévision et du cinéma). On est donc dans la situation, incroyable quand on y songe, où les intérêts de l'humanité présente et surtout à venir convergent avec la retenue et la limitation inhérente avec un mode de présence au monde massivement disqualifié, le mode de vie pauvre.

On a franchi, tout dernièrement, une étape dans la disqualification. Depuis quelques années, la disqualification des pauvres était articulée dans le discours politique par la notion de mérite : il y a les bons pauvres, ceux qui se démènent pour trouver du travail et les mauvais qui se laisse choir dans les dispositifs d'assistance. Depuis la révolte des banlieues, cette idéologie s'est précisée, et tend vers une signification de plus en plus menaçante. Pour être digne d'être aidé et soutenu par la société quand on est pauvre, il ne faut pas seulement faire la preuve qu'« on se bouge », il faut avoir fait la preuve qu'on est un gagnant, un membre à venir de l'élite et des classes moyennes supérieures, en un mot : un pauvre d'exception. On avait déjà les initiatives des grandes écoles en faveur des lycéens des ZEP, on a maintenant l'option gouvernementale affichée qui consiste à concentrer les moyens, sous forme de bourses individuelles, sur les meilleurs élèves des cités sensibles dont l'aptitude à réussir a été passée au crible redoutable de la scolarisation en milieu défavorisé. Et on pressent derrière le désir inavouable d'alléger le budget de l'éducation nationale de tout cet effort séculaire, mais peu spectaculaire, et parfois, il faut bien le dire, bien décevant, de la démocratisation de l'instruction, de la promotion collective des classes populaires. C'est un peu le pendant de la politique précédente qui consistait à dire qu'un bon chômeur était celui qui créait son emploi, voire son entreprise (et qui a mené à bon nombre de faillites). On pourrait développer à l'infini les différentes formes sous lesquelles se déploie la méritocratie actuelle, le fait sur lequel je veux attirer l'attention ici est la mise en exergue de l'exceptionnalité, et par contre-coup la disqualification renouvelée du pauvre ordinaire. Le pauvre ordinaire, c'est celui qui suit les voies tracées de son milieu, qui endosse un destin accordé à son capital social, économique et culturel, c'est-à-dire tout simplement un individu ordinaire, très proche de son concitoyen des classes moyennes et aisées - qui exhorte le pauvre à l'excellence avec d'autant plus de zèle et de bonne conscience qu'il ne se demande pas ce que sa situation personnelle doit à son milieu et à sa naissance.

Geneviève Decrop